



RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU MOUVEMENT DÉMOCRATE GIRONDIN

(adopté par le Conseil départemental du 24 novembre 2008)

1 - Principe

Le mouvement départemental de Gironde respecte les chartes, statuts et règlement intérieur nationaux du Mouvement Démocrate. Il ne dispose pas de la personnalité juridique.

Ses instances constituent la seule représentation officielle du Mouvement Démocrate dans le département de Gironde.

Le présent règlement intérieur a pour seul objet de préciser ou de compléter les textes fondamentaux du Mouvement Démocrate sur les aspects nécessaires au bon fonctionnement du mouvement départemental.

2 - L'adhérent : droits et devoirs

Adhérer : C'est d'une part, s'attacher par un acte volontaire à un mouvement dont on partage les idées et d'autre part, reconnaître une autorité politique.

Partager des idées, c'est privilégier les débats de fond et construire un projet ensemble. Reconnaître une autorité politique, c'est faire le choix de la démocratie interne. C'est un choix très lourd d'exigences et d'esprit de responsabilité qui signifie :

- que les adhérents doivent être formés et informés ;
- qu'ils doivent pouvoir se choisir des représentants en toute équité et toute transparence ;
- qu'ils respectent les décisions de la majorité, librement issue des élections régulières.

2.1 - Adhésion et droit à l'information

Tout adhérent a droit à l'information sur la vie du Mouvement Démocrate, il reçoit systématiquement un compte rendu des décisions et délibérations du Conseil départemental et il est systématiquement informé des dates, lieux et horaires des réunions organisées à l'échelle du département, de la circonscription, du canton ou de la ville dont il dépend.

Il est attendu une participation active de tout adhérent aux consultations internes, campagnes électorales et initiatives militantes engagées par le mouvement départemental ou les organisations locales.

Il est demandé à chaque adhérent de se mettre, autant que possible, à jour de sa cotisation avant le 31 Mars de l'année civile pour faciliter la gestion du mouvement départemental.

2.2 - Accueil

Dans le mois qui suit l'enregistrement de son adhésion, le nouvel adhérent est contacté par son délégué de circonscription et reçoit la documentation sur le mouvement départemental et ses activités.

Il lui est proposé dans les 3 mois suivant son adhésion de participer à une session d'accueil, en présence de responsables départementaux.

2.3 - Formation

La formation de l'adhérent est une priorité départementale afin que chacun soit formé, éclairé et instruit des grands dossiers de politique générale et des positions du Mouvement. A cet effet, différents supports pourront être diffusés par mail et des séances de formation, organisées par le mouvement départemental, pourront être animées par des adhérents ou par des intervenants extérieurs.

2.4 - Saisine du médiateur départemental

Tout adhérent peut saisir personnellement le médiateur.

Face à un problème majeur de gouvernance largement ressenti dans une section locale où les militants locaux considèrent que l'animateur du canton ou de la commune ne remplit pas ses missions, les militants locaux, dès lors qu'ils représentent au moins 40% des adhérents du secteur, peuvent, le cas échéant,

saisir le Bureau départemental, via le médiateur, pour solliciter une nouvelle nomination.

Le Bureau se prononce alors sur la base du rapport fait par le médiateur.

2.5 - L'adhérent élu

Chaque élu indemnisé doit contribuer financièrement au fonctionnement du mouvement départemental.

Le Bureau départemental fixe chaque année la quote-part des indemnités reversées au mouvement départemental en plus de l'adhésion et les conditions du versement.

Cette reversion est impérative.

Les élus du Mouvement Démocrate de Gironde doivent rendre compte régulièrement aux adhérents de leur action et mandat, notamment à l'occasion des réunions territoriales.

3 - Les Instances

Les instances du Mouvement départemental de Gironde sont :

- La Convention départementale
- Le Conseil départemental
- Le Bureau départemental
- Les Secrétaires départementaux
- Le Trésorier départemental
- Le Délégué départemental
- La Présidence et le Président départemental

3.1 - La Convention départementale

Elle rassemble tous les adhérents du Mouvement Démocrate du département de Gironde.

Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du Président ou à la demande d'une majorité simple du Conseil départemental. L'ordre du jour de la Convention départementale est adressé par le Président. Il est obligatoirement envoyé aux adhérents deux semaines au moins avant la date de réunion.

Le Bureau lui rend compte du bilan moral et financier du mouvement départemental chaque année et propose un budget prévisionnel.

3.2 - Le Conseil départemental

Elu pour 3 ans, il est composé conformément à l'article 4-a du règlement intérieur national et fixe sur proposition de la Présidence les orientations politiques et les actions du mouvement départemental. Il est présidé par le Président départemental.

Le Conseil départemental se réunit au moins 4 fois par an sur convocation du Président du mouvement départemental ou à la demande d'au moins la moitié de ses membres.

Les réunions devront pour une part, être délocalisées dans les différents territoires.

L'ordre du jour du Conseil départemental est fixé par la Présidence du mouvement départemental.

En cas d'empêchement, un membre peut donner pouvoir à un autre membre dans la limite d'un pouvoir par personne.

Au bout de 3 absences consécutives non justifiées, le Bureau peut décider de constater la vacance du poste et de pourvoir à son remplacement (suivant de liste).

Le Conseil départemental peut donner toutes délégations de pouvoirs utiles à la Présidence et au Bureau.

3.3 - Le Bureau départemental

Les membres élus par le Conseil départemental et les membres de droit (Président, Vice-présidents, Délégué départemental, Président départemental des Jeunes Démocrates, Trésorier départemental, Conseillers nationaux du département) forment le Bureau du mouvement départemental.

Les membres du Bureau sont élus au sein du Conseil départemental au scrutin proportionnel de liste à la plus forte moyenne, sur listes complètes. Le nombre des membres élus est égal au nombre des membres de droit plus 7.

Au bout de 3 absences consécutives non justifiées, le Bureau peut décider de constater la vacance d'un poste et de pourvoir à son remplacement (suivant de liste).

Le Bureau est présidé de droit par le Président départemental.

Le Bureau met en œuvre les orientations politiques du Conseil départemental auquel il rend compte. Il propose à la nomination du Bureau exécutif national, les candidatures à la fonction de Délégué départemental.

Il organise notamment, l'information et la formation des adhérents, la promotion et la communication du Mouvement dans le département, la préparation des échéances électorales.

Le Bureau départemental se réunit selon un rythme mensuel, sur convocation du Président départemental qui fixe l'ordre du jour ou à la demande d'au moins la moitié de ses membres. Il peut exceptionnellement inviter à ses travaux une personnalité qualifiée dont la présence a un rapport avec l'ordre du jour.

En cas d'empêchement, un membre du Bureau peut donner pouvoir à un autre membre.

Sur proposition du Bureau, le Conseil départemental peut, en cas de manquement grave, prononcer la dissolution d'un comité de circonscription et la placer sous administration transitoire du Bureau départemental.

Il peut également mettre fin aux fonctions d'un animateur de canton ou de commune et pourvoir à son remplacement.

3.4 - Les Secrétaires départementaux

Des Secrétaires départementaux peuvent être désignés par le Président, après consultation du Bureau et parmi ses membres.

Ils ont pour mission l'organisation d'une action fonctionnelle permanente et précisément définie.

Leur action, coordonnée par le Délégué départemental, est placée sous l'autorité de la Présidence.

Des chargés de missions peuvent être nommés par le Bureau pour les aider dans leur tâche.

3.5 - Le Trésorier départemental

Le Trésorier départemental est désigné par la Présidence parmi les adhérents du département à jour de leur cotisation. Il exerce ses fonctions par délégation et après agrément du Trésorier national du Mouvement Démocrate.

Il gère les ressources du mouvement départemental en recettes, reversements de cotisations, dons et toutes autres ressources.

Il gère les dépenses ordonnées par le Président ou le Bureau en s'interdisant le déséquilibre des comptes. Il rend compte de sa gestion au Bureau et au Conseil départemental.

Il est membre de droit du Bureau et du Conseil départemental. Il est assisté d'un trésorier adjoint désigné par la Présidence parmi les adhérents du département.

3.6 - Le Délégué départemental.

Nommé conformément à l'article 15 des statuts nationaux, le Délégué départemental est responsable et destinataire du fichier départemental des adhérents. Il veille, avec la Présidence départementale, à sa sécurité comme à sa confidentialité au regard, notamment, des obligations de la CNIL.

Le Délégué départemental vise, avec la Présidence départementale, les nouvelles adhésions soumises à l'agrément national.

Il est responsable avec la Présidence de l'organisation et de l'animation du mouvement départemental. Il est chargé de la mise en œuvre des orientations et directives du mouvement national.

Il coordonne l'activité du mouvement départemental conformément aux décisions prises en Conseil départemental et en Bureau départemental.

3.7 - La Présidence et le Président départemental

La Présidence constitue la direction collégiale du mouvement départemental. Elle est garante du respect de la ligne politique du Mouvement Démocrate dans le département. Elle administre et gère le développement du mouvement départemental. Elle anime et organise le Conseil et le Bureau départemental. Conformément au Règlement Intérieur national, ses membres s'obligent à une action solidaire.

Le Président départemental est, à la tête de la Présidence, garant de la ligne politique du Mouvement Démocrate dans le département. Il représente le Mouvement Démocrate auprès de tous interlocuteurs du département et en constitue son premier porte-parole.

Il dirige et coordonne les travaux de la Présidence. Il préside et convoque de droit toutes les instances du Mouvement départemental. En cas de vacance du Président, le Bureau élit un nouveau Président parmi les membres de la Présidence jusqu'au prochain renouvellement statutaire.

4 - Organisation territoriale

Le mouvement départemental est organisé territorialement en circonscriptions (échelon obligatoire), et dès que possible, en cantons et communes.

4.1 – Les comités de circonscriptions

Le Comité de circonscription se compose de tous les adhérents de la circonscription.

Il peut, sur proposition du délégué de circonscription, attribuer en son sein à certains adhérents des responsabilités relatives à l'animation de la circonscription.

4.2 – Les délégués de circonscriptions

Le délégué de circonscription est élu au scrutin uninominal majoritaire à un tour pour une durée correspondant à celle du mandat des instances départementales et prenant fin avec celui-ci. La liste électorale est composée des adhérents à jour de cotisation, ayant adhéré pour la première fois depuis au moins trois mois, et les adhérents de l'année précédente qui peuvent se mettre à jour de cotisation jusqu'au moment de l'élection.

Les délégués de circonscription sont chargés d'organiser régulièrement des réunions de circonscription, de développer le maillage territorial de leur circonscription, d'assurer l'accueil des nouveaux adhérents, de mobiliser les adhérents de leur ressort pour les actions militantes ou les campagnes électorales, d'assurer une bonne circulation de l'information entre l'échelon départemental et l'échelon local et enfin d'accroître le nombre de militants de leur secteur.

4.3 – Les animateurs cantonaux et municipaux

Dès lors qu'on recense un nombre significatif d'adhérents à jour de cotisations dans l'entité territoriale concernée et sous réserve que le comité de circonscription et le Bureau départemental l'approuvent, il peut être désigné un animateur cantonal ou municipal.

Sous réserve de l'approbation du comité de circonscription et du Bureau départemental, ces ressorts d'animation peuvent se coordonner entre eux (cantons d'une même ville coordonnés au niveau municipal ou à l'inverse, villes d'un même canton coordonnées au niveau cantonal).

Après consultation des adhérents et après avis du comité de circonscription, le Bureau départemental nommera ces animateurs.

Ceux-ci sont chargés, en liaison avec le comité de circonscription, de l'animation de leur territoire.

5 - Communication interne et réseau Internet

Afin de minimiser les dépenses du mouvement, la communication sera préférentiellement organisée via Internet.

Un responsable de la communication interne désigné par la présidence sera chargé de veiller à la qualité de la communication interne.

Aucune communication sur Internet ne pourra se prévaloir du mouvement départemental si elle n'a pas été au préalable formellement agréée par le Bureau départemental.

Son agrément implique qu'elle sera, ipso facto, placée sous le contrôle du mouvement.

L'usage du logo du Mouvement Démocrate est exclusivement réservé à la communication officielle du mouvement départemental.

6 - Investitures et soutiens

Sur proposition du Bureau, le Conseil départemental délivre les investitures et les soutiens du Mouvement Démocrate pour les élections cantonales et les élections municipales dans les communes de moins de 10 000 habitants. Ces investitures doivent être conformes à l'article 18 des statuts nationaux et à l'article 13-a et 13-b du règlement intérieur national.

La règle générale pour assurer la consultation des adhérents est le vote. Ses modalités précises sont définies pour chaque élection par le Bureau Départemental.

7 - Fichier

La Présidence départementale est responsable de la mise à jour permanente du fichier des adhérents en liaison avec le siège national du parti.

Les fichiers des adhérents sont détenus exclusivement par le Président et le Délégué départemental. Le fichier de chaque circonscription est remis exclusivement aux délégués de circonscription.

8 - Commissions thématiques et réflexion

Le Mouvement Démocrate girondin sollicite la réflexion de ses adhérents.

Le Conseil départemental établit une liste de thèmes et d'animateur de commissions sur proposition de la Présidence. Chaque groupe s'enrichit de tous les adhérents qui se portent volontaires.

L'objectif des commissions thématiques est de participer aux grands débats nationaux, de faire le point sur les grands sujets de la politique girondine, d'élaborer des propositions pouvant être reprises par les élus.

A la fin de ses travaux, chaque commission propose une restitution écrite et orale à l'ensemble des adhérents du mouvement départemental.

9 - Coordination régionale

La Coordination régionale assure un rôle de coordination entre les cinq mouvements départementaux d'Aquitaine. La Présidence et le Délégué départemental y représentent le mouvement départemental.

10 - Le médiateur départemental

Il est nommé par la Présidence départementale

Il reçoit les plaintes des adhérents et gère les relations entre adhérents et dirigeants du mouvement départemental.

Il peut être saisi par tout adhérent du mouvement départemental.

Il tient informé le Conseil départemental.

Il rend compte annuellement au Conseil Départemental de son activité

11 - Révision et Agrément

Le présent règlement doit être adopté par le Conseil départemental et soumis à l'agrément préalable du Comité de Conciliation et de Contrôle pour validation s'il est modifié.

Toute modification ultérieure est soumise à l'adoption du Conseil départemental sur proposition du Bureau et fait l'objet d'une communication au Comité de Conciliation et de Contrôle pour validation.